

Entre survie, impasse et renouveau : des difficultés persistantes du centrisme français

Nicolas Sauger

► **To cite this version:**

Nicolas Sauger. Entre survie, impasse et renouveau : des difficultés persistantes du centrisme français. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2004, 54 (4), pp.697 - 714. 10.3917/rfsp.544.0697 . hal-03203484

HAL Id: hal-03203484

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03203484>

Submitted on 20 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENTRE SURVIE, IMPASSE ET RENOUVEAU : LES DIFFICULTÉS PERSISTANTES DU CENTRISME FRANÇAIS

NICOLAS SAUGER

Durant ces dix dernières années, la droite modérée française a connu une double dynamique de fragmentation et d'intégration¹. Fragmentation de l'Union pour la démocratie française, principalement, et intégration, en 2002, dans une Union pour un mouvement populaire, dont l'ambition était de rassembler l'essentiel des acteurs de la droite modérée. Ce rassemblement, on le sait, n'a jamais complètement abouti puisque la droite française continue aujourd'hui à s'organiser autour de deux pôles, UDF, d'un côté, et UMP, de l'autre. Il ne faudrait pas croire pour autant que cette décennie de transformation des partis de droite n'aboutit qu'à la répétition de la situation antérieure. Deux changements structurels se sont produits : un déséquilibre significatif a été introduit dans le rapport des forces des deux organisations de la droite modérée et l'idée d'une concurrence générale des deux partis sur le terrain électoral a été substituée à une règle d'union pratiquement systématique (à l'exception de l'échéance présidentielle)². C'est du moins ce que laissent voir les résultats des élections régionales et cantonales des 21 et 28 mars 2004. Ces élections, les premières depuis l'organisation effective de l'UMP, ont en effet marqué la survie électorale de l'UDF. En réunissant 11,9 % des suffrages exprimés contre 23,3 % pour l'UMP lors du premier tour dans les régions où les deux partis s'affrontaient, l'UDF a pu démontrer l'échec de l'UMP à se constituer comme parti unique de la droite modérée française. Conjuguant une position de *challenger* au sein de la majorité parlementaire à la forte impopularité d'un gouvernement auquel elle ne participe que marginalement, l'UDF a pu jouer sur la dynamique d'élections intermédiaires pour s'imposer comme acteur pivot du premier tour de ces élections. Mais la dynamique du second tour a rejeté dans l'ombre la formation de François Bayrou. Devancée par l'UMP dans la totalité des régions, l'UDF participe pleinement à la défaite de la droite et ne réussit à placer aucun de ses adhérents à la tête d'une région.

Les élections locales 2004 ne sont donc pas exemptes d'équivoques. Elles renouvellent l'une des questions récurrentes de l'analyse du système partisan français, celle de l'existence d'un bipartisme sous-jacent dans l'organisation de la compétition pour le pouvoir³. L'UDF joue un rôle particulier dans cette problématique, en remettant à

1. Cf. Florence Haegel, « L'UMP et la refondation des partis de droite », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 561-576 ; Nicolas Sauger, « Les scissions de l'UDF : unité et dissociation des partis, mécanismes de transformation de l'offre partisane », thèse de l'Institut d'études politiques de Paris, 2003.

2. Sur cette idée de compétition limitée à l'intérieur de la droite modérée, cf. notamment David Hanley, « Compromise, Party Management and Fair Shares : The Case of the French UDF », *Party Politics*, 5 (2), 1999, p. 171-189.

3. La question a été particulièrement mobilisatrice dans les années 1960 : Maurice Duverger, Jacques Fauvet (dir.), *Le bipartisme est-il possible en France ?*, Paris, Association française de science politique, 1965 ; Maurice Duverger, François Goguel (dir.), *Permanence et changement dans le système de partis français*, Paris, Association française

jour, dans un parallèle saisissant avec les années 1960, la question de la rénovation du centrisme. Les élections locales 2004 montrent-elles effectivement un renouveau du centrisme sur la scène électorale française ? Dans quelle mesure ces élections constituent-elles l'entrée dans une nouvelle phase de stabilité du paysage politique, au moins à droite, ou bien représentent-elles une étape supplémentaire d'une mutation qui reste inachevée ?

ÉCHEC OU SUCCÈS ÉLECTORAL ?

Autant les élections locales 2004 ont clairement attribué victoire et défaite, respectivement au Parti socialiste et à l'UMP, autant les résultats de l'UDF sont sujets à de multiples interprétations. Si la logique du premier tour était en faveur de l'UDF, celle du second solde néanmoins un échec partagé avec l'ensemble de la droite modérée. Interpréter les résultats de l'UDF nécessite donc de se référer à deux registres, que l'on peut identifier comme ayant constitué les objectifs¹ essentiels de l'UDF.

AFFIRMER SA SURVIE ÉLECTORALE

L'un des premiers objectifs que l'on peut attribuer à l'UDF, lors de ces élections locales, était très classiquement de réunir un maximum de voix. Cet objectif prend sens après la création de l'UMP, afin d'établir la crédibilité électorale de l'UDF, contre la prétention de l'UMP de représenter l'ensemble de la droite modérée française. Cet objectif s'inscrit néanmoins en rupture dans la pratique de la droite modérée française, puisque l'union de premier tour est générale jusqu'à la fin des années 1990. Ainsi, pour la première fois dans la courte histoire des élections régionales françaises, les deux principales formations de la droite modérée s'affrontent dans la grande majorité des circonscriptions électorales².

Mais la concomitance d'élections régionales et cantonales, la succession de deux tours de scrutin pour chacune d'entre elles et, finalement, la disparité territoriale de l'offre politique font apparaître des résultats contradictoires pour l'UDF. Son score peut, par exemple, varier de 4,9 % des suffrages exprimés à 20,7 %, suivant que l'on considère l'ensemble des cantons renouvelables en 2004 ou bien seulement ceux où l'UDF présente un candidat (l'UDF ne présentant de candidat que dans un canton sur cinq). Le tableau 1 récapitule les trois principaux résultats de l'UDF pour chacune de ces élections. Mis en regard avec ceux de l'UMP (tableau 2), ces scores permettent une première évaluation de la performance de l'UDF.

de science politique, 1967. Mais la question réapparaît brusquement dans ces dernières années : Olivier Duhamel, « Derrière le brouillard, le bipartisme ? », *État de l'opinion*, 1997, p. 81-97 ; Olivier Duhamel, Gérard Grunberg, « Système de partis et 5es Républiques », *Commentaire*, 24, 2001, p. 533-544.

1. Nous ne reprendrons pas ici strictement la typologie classique établie par Kaare Strom, « A Behavioral Theory of Competitive Political Parties », *American Journal of Political Science*, 34 (2), 1990, p. 565-598, bien que celle-ci reste sous-jacente dans notre analyse.

2. Les six exceptions (régions Alsace, Auvergne, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes) sont dues notamment soit à la présence d'une tête de liste UDF (Picardie et Rhône-Alpes), au caractère symbolique d'une région (Valéry Giscard d'Estaing, fondateur de l'UDF et tête de liste UMP en Auvergne, par exemple), ou bien au score élevé du Front national.

Tableau 1. Résultats électoraux de l'UDF lors des élections locales 2004

	<i>Nombre de circonscriptions électorales où l'UDF se présente seule</i>	<i>Score national de premier tour (s.e.)</i>	<i>Score dans les circonscriptions électorales où l'UDF se présente seule (s.e.)</i>	<i>Nombre d'élus UDF</i>
Élections régionales	16 ^a	11,5 % ^b	11,9 % ^a	110
Élections cantonales	397	4,9 %	20,7 %	66

a Nous comprenons ici également les listes UDF-Cap 21.

b Ce score a été calculé en additionnant le score des listes UDF au tiers du score des listes UDF-UMP (hypothèse d'un rapport de taille constant entre les deux formations).

Tableau 2. Résultats électoraux de l'UMP lors des élections locales 2004

	<i>Nombre de circonscriptions électorales où l'UMP se présente seule</i>	<i>Score national de premier tour (s.e.)</i>	<i>Score dans les circonscriptions électorales où l'UMP se présente seule (s.e.)</i>	<i>Nombre d'élus UMP</i>
Élections régionales	16 ^a	22,4 % ^b	23,3 % ^a	318
Élections cantonales	1 260	21,3 %	30,4 %	469

a Nous comprenons ici également les listes UMP-MPF, UMP-RPF-MPF.

b Ce score a été calculé en additionnant le score des listes UMP au deux tiers du score des listes UDF-UMP (hypothèse d'un rapport de taille constant entre les deux formations).

L'UDF peut être considérée comme ayant fait la preuve de sa viabilité électorale, étant donné le nombre important de voix qu'elle parvient à rassembler. Il existe, néanmoins, une forte asymétrie dans les scores recueillis par l'UDF et par l'UMP. Un biais favorable à cette dernière formation est systématique, quel que soit l'indicateur et quelle que soit l'élection. Ainsi, quand l'UDF représente 13 % du score total de la droite lors du premier tour des élections cantonales et un tiers de ce score lors des élections régionales, l'UMP monopolise 58 % des suffrages de droite pour les cantonales et 64 % pour les régionales. Pourtant, il apparaît probable que l'UMP ait plus souffert du revers électoral de la droite modérée que l'UDF¹. Le rapport des forces est donc structurellement plus défavorable encore à l'UDF que ne peuvent le suggérer ces résultats.

Les élections locales 2004 ne sont pas marquées, en effet, par une dynamique de reconquête électorale pour l'UDF. Il s'agit, au contraire, plus d'une stabilisation, à un étiage bas, que d'une réelle embellie. L'UDF connaît de fait une érosion progressive de ses résultats électoraux depuis les années 1980². À titre d'exemple, de scores proches de 20 % en moyenne aux élections législatives dans la décennie 1980, l'UDF passe à 14 % en 1997, puis à moins de 5 % en 2002. Et faudrait-il encore rappeler que

1. Cette hypothèse est explorée et confirmée dans la seconde partie de cet article.

2. Pierre Martin montre bien que le réaligement affectant le système politique français au début des années 1980 s'exerce aussi au détriment de l'UDF et au profit du RPR. Cf. Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

la liste UDF conduite par S. Veil pour l'élection européenne de 1979 remportait plus de 27 % des suffrages sur sa seule étiquette ? Mais, même à court terme, l'UDF ne connaît pas d'amélioration très significative de ses scores, bien que le constat doive être plus nuancé. Cette situation est perceptible pour les élections cantonales. Pour tenir compte des questions d'offre politique et de la contrainte des modes de scrutin, il apparaît en effet pertinent de les comparer aux précédentes élections législatives de 2002. Dans ce cadre, la proximité des scores nationaux frappe tout d'abord (4,8 % pour les élections législatives, 4,9 % pour les élections cantonales). Mais, dans les circonscriptions où elle est présente, l'UDF améliore toutefois les scores qu'elle obtient, passant de 16,5 % à un peu plus de 21 %. Cette différence ne semble cependant pas caractéristique d'une réelle dynamique dans la mesure où, dans le même temps, le nombre de primaires entre UDF et UMP diminue très notablement (seuls 45 % des candidats UDF sont opposés à un candidat UMP lors des élections cantonales, tandis que quatre candidats aux élections législatives sur cinq – 129 sur 164 – l'étaient) ¹.

Alors que la création de l'UMP avait entraîné plus de la moitié des membres et des représentants de l'UDF à quitter leur formation d'origine, il apparaît que l'hémorragie militante ne s'est pas traduite par des changements radicaux de comportements électoraux. L'électorat UDF s'est stabilisé, mais à un niveau peu élevé. Suffisant néanmoins pour que toutes les listes régionales de l'UDF atteignent le seuil des 5 % nécessaires pour pouvoir fusionner en vue du second tour et que dix sur seize franchissent même la barre des 10 %, seuil d'un éventuel maintien. Si la victoire de l'UDF résulte, en grande partie, de l'échec de l'UMP, le succès du parti de François Bayrou va néanmoins, en ce sens, au-delà, grâce à une réussite électorale certaine.

Paradoxalement, l'objectif de maximisation des voix ne semble pas être véritablement accompagné, pour l'UDF, par l'objectif de reconstituer son réseau d'élus locaux, pourtant fortement amoindri par les scissions subies par le parti. En dix ans, le nombre de conseillers généraux UDF chute en effet de 940, en 1994, à 201, en 2004. La première scission importante de l'UDF, le retrait de Démocratie libérale en 1998, fait une première fois chuter ce nombre à 514 ², tandis que la création de l'UMP l'abaisse à 262. Pour autant, l'UDF ne présente qu'un nombre réduit de candidats aux élections cantonales de 2004, probablement en raison de la difficulté à présenter des candidats crédibles localement pour un parti finalement jeune et presque entièrement renouvelé. Mais la stratégie adoptée pour les élections régionales ne semble pas être beaucoup plus tournée vers l'obtention de sièges d'élus, même si elle s'avère néanmoins plus efficace à cet égard. L'exemple le plus évident reste l'absence de fusion des listes de la droite modérée dans quatre régions (Basse-Normandie, Bourgogne, Franche Comté, Languedoc-Roussillon), sans que l'UDF maintienne ses listes dans la région où elle le pouvait (Bourgogne). Mais, globalement, l'UDF stabilise son nombre d'élus

1. Il apparaît en outre que les cantons où l'UDF est présente en 2004 sont légèrement plus favorables à la droite que les circonscriptions où elle est présente en 2002 (écart de + 1,4 point en 2004 par rapport au score national de la droite modérée contre un écart de + 0,3 en 2002). Mais il faut encore ajouter que, globalement, le score de la droite modérée chute également de 1,5 point dans l'intervalle. L'image est donc bien celle d'une stabilité relative, difficile toutefois à préciser.

2. La moitié des pertes peut être directement attribuée aux effets mécaniques de la scission (182 conseillers généraux rejoignant les rangs de DL), le dernier tiers étant dû à l'expression d'un sentiment de défiance d'un certain nombre d'élus UDF qui rejoignent les rangs des divers droite.

(en en gagnant même deux par rapport à la composition des précédents conseils régionaux) quand l'UMP en perd 173. De ce point de vue, la décision de mener des listes autonomes n'a visiblement pas été un obstacle à l'élection de représentants UDF, même si cela n'a pas non plus constitué un avantage décisif¹. La représentation de l'UDF souffre toutefois d'un léger biais de disproportionnalité (par rapport à l'UMP)², si l'on calcule le rapport entre ses résultats de premier tour et sa représentation dans les assemblées régionales. Cela montre avant tout une domination limitée de l'UMP dans les négociations d'entre-deux tours puisque, finalement, l'UDF obtient une représentation proportionnelle à ses scores électoraux dans les régions où il y a fusion des listes. Les responsables UMP annonçaient, en effet, avant le scrutin, leur volonté de procéder à la fusion des listes en incluant une « prime majoritaire » de 25 % à la liste arrivée en tête au premier tour, suivant un principe équivalent à celui inscrit dans le nouveau mode de scrutin régional.

L'UDF avait pourtant l'objectif de conserver ou de conquérir plusieurs présidences de conseil régional. Au-delà du maintien d'Anne-Marie Comparini à la tête de la région Rhône-Alpes, l'UDF espérait que François Bayrou et André Santini pourraient conquérir respectivement l'Aquitaine et l'Île-de-France. Plusieurs sondages précédant le premier tour montraient en effet que ces derniers faisaient jeu égal avec les représentants de l'UMP dans leur région. Ces victoires, si elles étaient bien évidemment en elles-mêmes importantes, étaient d'autant plus déterminantes qu'elles auraient pu constituer le symbole de la réussite du second objectif de l'UDF, la modification de la structure de la compétition politique.

MODIFIER LA STRUCTURE DE LA COMPÉTITION POLITIQUE

En refusant la fusion dans l'UMP, l'option retenue par François Bayrou en 2002 était, en effet, de montrer l'incapacité des deux principaux partis à affirmer leur domination sur l'ensemble de l'espace politique. En d'autres termes, le maintien d'une UDF autonome relevait d'un pari sur la possibilité d'un multipartisme affirmé du système partisan français. En cela, pourrait-on dire, l'objectif de l'UDF n'est pas tant une modification radicale de la structure de la compétition politique que la volonté de limiter les effets de la création de l'UMP. On pourrait très vite conclure à un échec relatif de l'UDF en la matière. En effet, si l'UDF réussit à affirmer sa survie électorale, elle ne parvient dans aucune région à devancer l'UMP. En ce sens, la domination du PS et de l'UMP reste la donnée fondamentale des élections locales de 2004. L'analyse peut cependant être plus fine et conduire à des conclusions plus nuancées. Pour cela, nous proposons d'appliquer une méthode de visualisation graphique dite du triangle de Nagayama pour observer l'évolution de la structure de la compétition politique pendant la courte histoire des quatre scrutins régionaux ayant eu lieu, depuis 1986³.

1. Il n'apparaît pas de tendance claire, en effet, si l'on compare le nombre d'élus obtenus par l'UDF dans les régions d'union de premier tour et dans les régions de compétition.

2. Ce biais apparaît si l'on calcule le rapport, pour chacun des deux partis, entre proportion des voix et proportion des sièges obtenus. La comparaison de ces rapports montre une différence légèrement inférieure à 0,2 en faveur de l'UMP.

3. Nous faisons donc ici l'hypothèse que les modifications liées au changement de mode de scrutin sont suffisamment limitées pour permettre la comparaison, même si ces changements doivent être bien évidemment pris en compte.

La méthode du triangle de Nagayama est une méthode de visualisation des forces relatives des partis, dans le cadre des circonscriptions électorales¹. Elle repose sur la comparaison des scores électoraux du parti arrivé en tête et du parti arrivé en seconde position dans une circonscription² (mais peut être étendue à la comparaison des scores du second et du troisième parti, etc.). La particularité de cette méthode est la superposition au nuage de points obtenus d'un appareil graphique composé d'un certain nombre de lignes servant de clés de lecture. Ces lignes sont de deux types. Une première série de lignes parallèles, de pente ascendante, permet de lire la différence de score entre les partis. Le côté gauche du triangle de Nagayama (qui est le plus grand triangle sur les graphiques proposés ; cf. série 1) représente ainsi l'ensemble des points théoriques où les deux partis arrivés en tête dans chacune des circonscriptions étaient en fait à égalité de voix. La ligne parallèle représente l'ensemble des points théoriques où il existe une différence de vingt points de pourcentage entre les deux partis arrivés en tête. La deuxième série de parallèles permet de lire l'addition des scores des deux partis représentés. Ainsi, le côté droit du triangle de Nagayama représente l'ensemble des points théoriques où les deux partis arrivés en tête recueillent toutes les voix. La ligne parallèle représente l'ensemble des points théoriques où les deux partis arrivés en tête recueillent ensemble 80 % des voix. Ces différentes lignes délimitent en outre des espaces auxquels il est possible d'accorder des significations spécifiques. Le losange au sommet du triangle délimite, par exemple, l'aire où la compétition dans les circonscriptions ressort d'un bipartisme concurrentiel. Le parallélogramme dessiné par les deux parallèles à gauche du triangle (en excluant le losange sommital) regroupe les situations de multipartisme concurrentiel, tandis que le parallélogramme symétrique, à droite, rassemble les situations de bipartisme avec un parti dominant.

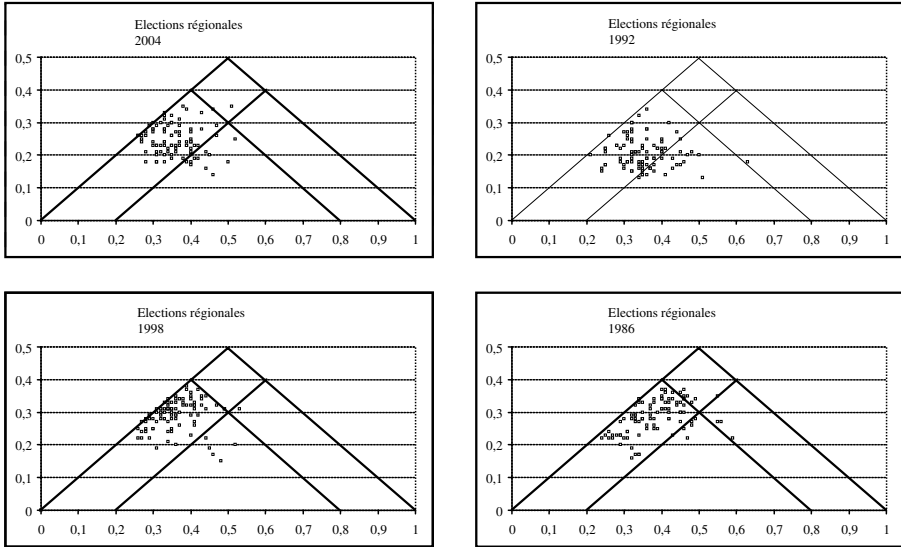
La série 1 de triangles propose la représentation, suivant la méthode Nagayama, des scores des deux partis arrivés en tête, pour les quatre élections régionales de 1986 à 2004, dans le cadre départemental. Deux éléments apparaissent frappants. Premièrement, il y a une stabilité certaine de la structure de la compétition politique lors des élections régionales depuis 1986. Le nuage de points considéré se situe toujours dans le parallélogramme gauche du triangle, illustrant une situation de multipartisme concurrentiel. Deuxièmement, il apparaît également que les élections régionales de 2004 se caractérisent historiquement par la faiblesse du score recueilli par l'ensemble des deux partis arrivés en tête. En cela, les élections de 2004 se rapprochent de celles de 1992. Cela signifie donc que, malgré la création de l'UMP et malgré un changement de mode de scrutin tendant à favoriser les partis les plus importants, le Parti socialiste

1. Pour une présentation plus détaillée de cette méthode, nous renvoyons à Steven Reed, « Duverger's Law Is Working in Italy », *Comparative Political Studies*, 34, 2001, p. 312-327, et aux approfondissements proposés dans Bernard Grofman, Alessandro Chiamonte, Roberto D'Alimonte, Scott Feld, « Comparing and Contrasting the Uses of Two Graphical Tools for Displaying Patterns of Multiparty Competition », *Party Politics*, 10 (3), 2004, p. 273-299, ainsi que dans Rein Taagepera, « Extension of the Nagayama Triangle for Visualization of Party Strengths », *Party Politics*, 10 (3), 2004, p. 301-306.

2. Précisons que le score du parti arrivé en tête est porté en abscisse et le score du second parti en ordonnée. Pour plus de clarté, précisons également que, sur les graphiques, le parti arrivé en tête ne correspond pas toujours à la même étiquette politique. La question traitée est bien ici celle de la structure de la compétition.

et l'UMP n'ont pas réussi à accroître leur domination conjointe sur la compétition électorale ¹.

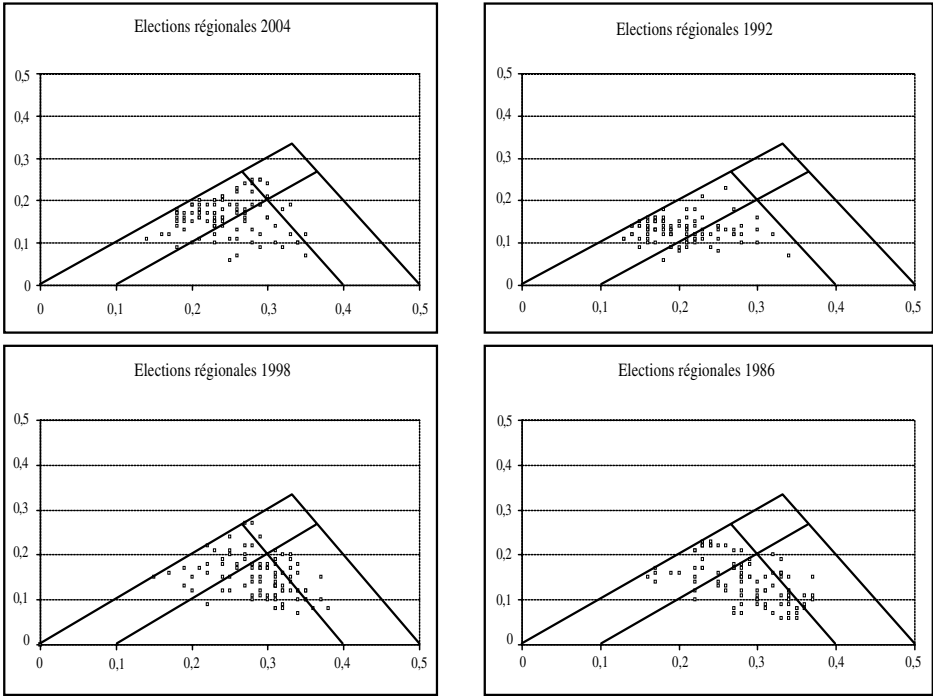
Série 1. Triangles de Nagayama représentant les forces relatives des deux partis arrivés en tête lors des élections régionales de 1986 à 2004



Une seconde série de triangles, basés sur la même méthode, permet de préciser encore l'analyse. Nous avons représenté cette fois les scores des deuxième et troisième partis. Si les principes restent les mêmes, le triangle est légèrement modifié puisque, par construction, le score maximal du troisième parti ne peut être que d'un tiers des voix et que la somme des voix du deuxième et du troisième parti ne peuvent excéder la moitié des voix. Cette série présente des évolutions plus contrastées que la précédente. De nouveau, deux éléments doivent être soulignés. Tout d'abord, il apparaît que 2004 se caractérise par l'ampleur de la dispersion des voix entre un grand nombre de listes. En effet, le total des voix recueillies par les deuxième et troisième partis, comme c'était aussi le cas pour le premier et le deuxième, est historiquement faible (significativement inférieur à 40 % en moyenne). Une nouvelle fois, la situation de 2004 présente de fortes similitudes avec celle de 1992. Le caractère massif de la défaite de la droite au second tour est donc déjà largement présent lors du premier tour. Ensuite, le deuxième fait marquant est le rapprochement entre les scores obtenus par le deuxième et le troisième parti (nuage de point se situant principalement dans le parallélogramme gauche). Or, ce phénomène touche prioritairement l'UMP en 2004 (qui représente la moitié des positions de second parti), dont le Front national surtout (celui-ci représentant environ trois-quarts des places de troisième parti) et l'UDF plus marginalement (un peu plus d'un cinquième des places de troisième parti) se rapprochent.

1. On pourra préciser que l'identité des deux partis arrivés en tête reste très stable sur l'ensemble de la période considérée : PS et RPR ou union UDF-RPR représentent plus de 95 % des occurrences à chaque fois.

Série 2. Triangles de Nagayama représentant les forces relatives du second et du troisième parti lors des élections régionales de 1986 à 2004



Au total, les élections régionales 2004 se caractérisent par une situation qui ne correspond pas à celle d'un bipartisme affirmé. Si l'UMP et le Parti socialiste continuent à occuper les deux premières places, leur rang n'est pas protégé par un écart, aux troisième et quatrième partis, très important. De ce point de vue, ces élections marquent une victoire de l'UDF. Paradoxalement, la création de l'UMP, en renforçant la concurrence électorale dans la droite modérée, a ainsi contribué à la réaffirmation d'un multipartisme en France (encore dominé, il est vrai, par deux partis). Plus globalement, et si l'on prend en compte le double objectif mis en évidence pour l'UDF, les élections locales 2004 représentent un succès pour la formation de François Bayrou. Ce succès est bien sûr relatif. Mais il est surtout significatif du changement de statut de l'UDF dans l'espace politique français. Ce succès est celui d'un petit parti, qui réussit à prouver sa survie, mais ne parvient pas à intervenir de manière décisive dans l'attribution effective du pouvoir.

Ce succès relatif de l'UDF repose sur un électorat de taille modeste. Pour autant, celui-ci semble faire également preuve de certaines fragilités. Pour comprendre dans quelle mesure les scores recueillis par l'UDF correspondent plutôt à un minimum ou bien alors à un maximum pour ce parti, il apparaît nécessaire de déterminer la signification que recouvre ce vote pour les électeurs qui l'ont choisi.

L'ÉLECTORAT CENTRISTE EXISTE-T-IL ?

Il peut apparaître difficile d'analyser un électorat UDF qui ne s'est jamais pleinement constitué pour ces élections 2004, étant donné la disparité de l'offre politique. Nous voudrions cependant en présenter les grandes caractéristiques, malgré des données parfois quelque peu éparpillées.

UNE BASE ÉLECTORALE FRAGILE

Les décalages ayant existé dans les systèmes de coopération, à droite, ont longtemps engendré une certaine défiance de l'électorat vis-à-vis des organisations. La réduction de ces décalages (bien qu'ils persistent au travers d'une offre politique encore disparate pour les élections locales, par exemple) par la création de l'UMP pouvait laisser espérer l'UDF à parvenir à se constituer une clientèle électorale bien identifiée. Or, trois indicateurs de natures différentes montrent, au contraire, l'existence d'un électorat particulièrement volatile.

Premièrement, la structure territoriale de l'électorat UDF ne manifeste pas de stabilité particulièrement importante. La corrélation entre les scores réalisés par l'UDF dans les 67 départements où elle présente des listes autonomes pour les élections régionales 2004 et les scores obtenus par François Bayrou lors du premier tour de l'élection présidentielle 2002 dans les mêmes départements ne s'élève ainsi qu'à 0,63. La corrélation est certes tout à fait importante et significative, mais, par exemple, bien moins élevée que pour le Front national (corrélation égale à 0,92 entre ses scores de 2002 et de 2004). La stabilité de l'électorat est encore moindre si l'on compare les scores obtenus en 2004 à ceux obtenus en 1988 par Raymond Barre lors de l'élection présidentielle (corrélation de 0,28 significative statistiquement).

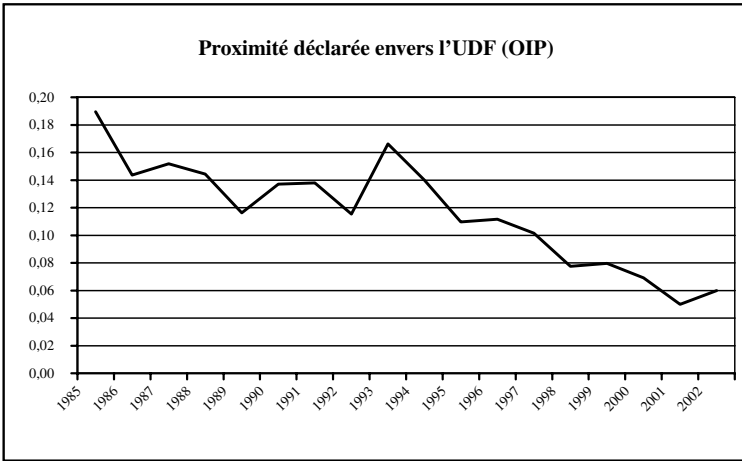
Deuxièmement, le nombre de ceux qui se déclarent proches de l'UDF est réduit. Ce nombre de sympathisants apparaît en diminution régulière depuis le milieu des années 1980, comme le montre le graphique 1, construit à partir des résultats de sondages de l'OIP. Cette évolution semble, par ailleurs, peu liée aux évolutions organisationnelles, les scissions ne l'affectant, par exemple, que marginalement.

Troisièmement, l'électorat de l'UDF est celui qui a décidé de son choix le plus tardivement lors des élections régionales 2004. D'après un sondage post-électoral de la SOFRES¹, 46 % des électeurs de l'UDF avaient décidé de leur choix longtemps à l'avance (contre 65 % en moyenne pour l'échantillon), 20 % pendant la campagne (16 % en moyenne), 34 % au dernier moment (19 % en moyenne).

Ces trois indicateurs contribuent chacun à dessiner un électorat profondément renouvelé par rapport à l'électorat UDF traditionnel, hésitant dans son choix et donc peu stabilisé. Les scores réalisés par l'UDF apparaissent, de ce fait, montrer une fragilité certaine, révélant plutôt un électorat dans son extension maximale.

1. Sondage post-électoral SOFRES-Unilog, réalisé les 22 et 23 mars 2004, auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 personnes.

Graphique 1. Proximité déclarée envers l'UDF



Source : sondages OIP.

UN ÉLECTORAT DE DROITE CLASSIQUE ET UN CHOIX EN PARTIE CONJONCTUREL

Les électeurs des différents partis de la droite modérée se caractérisaient, à la fin des années 1990, par leur proximité. Réussir à mettre en évidence des différences significatives entre sympathisants de l'UDF et du RPR pouvait sembler relever de la gageure. La recomposition du paysage politique de la droite modérée française n'aura pas produit de différenciation majeure des électeurs. Celui de l'UDF demeure un électeur classique de la droite, caractérisé par une pratique religieuse plus répandue (20 % de l'électorat UDF va à la messe au moins une fois par semaine ¹), par une féminisation marquée (59 % des électeurs UDF sont des électrices), par le poids des retraités (46 % de l'électorat), celui des diplômés du supérieur (un tiers de ces électeurs ont un diplôme universitaire de deuxième ou de troisième cycle) et celui des catégories les plus aisées (le quart de l'électorat UDF a des revenus supérieurs à 3 000 euros par mois). Cet électeur UDF est également fermement ancré à droite dans ses choix électifs. 13 % seulement des électeurs de François Bayrou déclarent avoir voté L. Jospin lors du second tour de l'élection présidentielle de 1995 et ils ne sont même plus que 6 % en 2002 à dire vouloir voir L. Jospin triompher à cette date. Les matrices de transfert de vote entre élection présidentielle et élections législatives calculées par Nonna Mayer en 2002 montrent de la même façon que seuls 8 % de l'électorat de François Bayrou se reportent sur des candidats de la gauche pour les législatives ².

Cette appartenance de l'électorat UDF à la droite modérée, si nous n'avons pas de données individuelles suffisamment robustes pour l'établir en 2004, se trouve confirmée par l'observation des résultats agrégés. Pour cela, nous proposons de montrer que le score des listes UDF n'a qu'un faible impact sur le score général de la droite modérée. Le tableau 3 propose ainsi de comparer les scores de la droite modérée sui-

1. Source pour ces données et les suivantes : Panel Électoral Français (PEF), 2002 (vague 1).

2. Nonna Mayer, « Les hauts et les bas du vote Le Pen », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002, p. 518.

vant les zones de force et de faiblesse de l'UDF pour les scrutins de 2004 et de 1988 (pris comme étalon). Au travers de ses résultats, il est aisément perceptible que les scores réalisés par l'UDF (qui varient de 5 à 30 % des suffrages exprimés) n'affectent que marginalement le score global de la droite modérée, surtout si l'on contrôle les variations de ce score global. Les variations des résultats de l'UDF correspondent donc principalement à des transferts de voix internes à la droite modérée. Si l'UDF mord sur l'électorat traditionnel de gauche dans quelques endroits, le phénomène apparaît trop marginal et surtout affecter les zones où l'UDF réussit ses meilleurs scores. En ce sens, il est effectivement possible d'estimer qu'entre 10 et 15 % de l'électorat UDF provient de la gauche modérée, soit 1 point en pourcentage national des voix.

Tableau 3. Moyennes comparées des résultats de la droite suivant les zones de forces de l'UDF en 2004

	<i>Score de la droite en 2004 (s.e.)</i>	<i>Score de la droite en 1988 (s.e.)</i>
Terre de mission [4 %-9 % s.e.]	33 %	35 %
Zone intermédiaire [9 %-14 % s.e.]	35 %	37 %
Bastion électoral [14 %-29 % s.e.]	40 %	39 %

La question qui se pose alors est celle des motivations des électeurs choisissant finalement l'UDF. En acceptant de ne pas comprendre toute la complexité de ces motivations, trois hypothèses peuvent être avancées. La première est celle de l'impact des personnalités locales. Ainsi, les six départements dans lesquels l'UDF obtient les meilleurs scores correspondent chacun à une zone d'implantation d'un *leader* du parti. Il en est ainsi de la Mayenne, avec Jean Arthuis, des Pyrénées-Atlantiques, avec François Bayrou, des Hauts-de-Seine, avec André Santini ¹. On remarquera d'ailleurs que ces personnalités forment également l'armature de l'organigramme de l'UDF, puisque sont représentés le président du parti, son porte-parole, le président de groupe à l'Assemblée nationale et deux vice-présidents. Cet effet de l'implantation de personnalités apparaît sensible puisque l'UDF fait plus que doubler son score moyen dans ces départements (atteignant jusqu'à 28,6 % en Mayenne).

La seconde hypothèse est celle d'une défiance marquée à l'égard de l'UMP en général et du gouvernement plus particulièrement. En effet, si 19 % des électeurs UMP souhaitaient que les électeurs « profitent de cette élection pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement actuel », ils sont 35 % à le faire à l'UDF ². L'UDF apparaît ainsi avoir représenté l'un des moyens, pour une partie de l'électorat de droite, d'exprimer son insatisfaction sans avoir à changer de camp. Le manque de données ne permet toutefois pas de quantifier ce type d'effet.

La troisième hypothèse est enfin celle de différences de valeurs ou d'opinions entre les électeurs UDF et UMP. Si l'on se réfère à la seule situation pour laquelle nous disposons de données, des divergences entre ces électeurs apparaissent effectivement, en restant néanmoins généralement limitées. Ces divergences ne sont pas non plus univoques, au sens où l'électorat UDF serait, par exemple, plus à gauche que celui

1. Les trois départements suivants sont le Loir-et-Cher, où sont implantés M. Leroy et J. Gourault, l'Eure avec H. Morin, et la Côte d'Or avec F. Sauvadet.

2. Sondage post-électoral SOFRES, cité.

de l'UMP. Si l'on force un peu le trait, l'électorat UDF apparaît à la fois un peu plus tolérant sur une dimension culturelle, mais également plus libéral sur le plan économique. Par exemple, 11 % des électeurs de l'UDF seraient tout à fait d'accord pour rétablir la peine de mort quand 29 % des électeurs UMP le sont ¹. Parallèlement, 51 % des électeurs UDF souhaiteraient que les entreprises puissent embaucher et licencier comme elles le veulent contre seulement 37 % à l'UMP. L'électorat UDF apparaît également plus pro-européen que celui de l'UMP. 62 % des électeurs UDF, mais seulement 49 % des électeurs UMP éprouveraient, par exemple, de grands regrets si l'Union européenne était abandonnée. Mais ces différences ne doivent pas être exagérées. Et, par exemple, nous n'avons pu parvenir à construire un modèle en régression logistique permettant de prédire de manière satisfaisante le choix entre les candidats Bayrou et Chirac à partir de ces questions de valeurs.

Ces trois hypothèses jouent assurément concomitamment, sans qu'il soit possible de mesurer les effets propres de chacune d'entre elles. Les explications conjoncturelles et de court terme du choix de l'UDF semblent toutefois avoir eu un impact important, au total, pour expliquer les résultats de l'UDF lors des élections régionales de 2004. Notons également qu'il n'existe aucun indice probant d'une attraction forte que l'UDF pourrait exercer sur l'électorat de gauche. En ce sens, l'UDF semble bien avoir profité d'une logique d'élections intermédiaires et de l'impopularité du gouvernement en place.

Ces analyses de l'électorat UDF confirment donc, d'une double manière, les conclusions que nous avons pu proposer précédemment. Les élections régionales 2004 semblent bien constituer un succès pour l'UDF, tout d'abord, dans la mesure où elle a réussi à attirer au-delà de ce qui constitue le cœur de son électorat. Mais ce succès signifie également que l'UDF doit bien être considérée comme un petit parti sur la scène électorale française.

LES DÉBOUCHÉS POLITIQUES D'UNE STRATÉGIE CENTRISTE

Le relatif succès de l'UDF lors des élections locales 2004 s'est organisé autour d'une stratégie politique généralement qualifiée de centriste. Ce qualificatif, disons-le d'emblée, n'est pas nouveau pour l'UDF. Il est d'ailleurs aussi polysémique que l'UDF est difficile à classer ². Il renvoie néanmoins à un certain nombre de transformations effectives que ce parti subit, depuis 1998, tant dans son statut sur la scène électorale française que dans son positionnement et sa stratégie politique à proprement parler. Nous proposons maintenant de préciser la nature de ces transformations, au-delà d'une dimension strictement électorale, pour observer finalement comment ces élections locales 2004 illustrent un certain nombre des difficultés auxquelles peut conduire l'adoption d'une telle stratégie dans le contexte français.

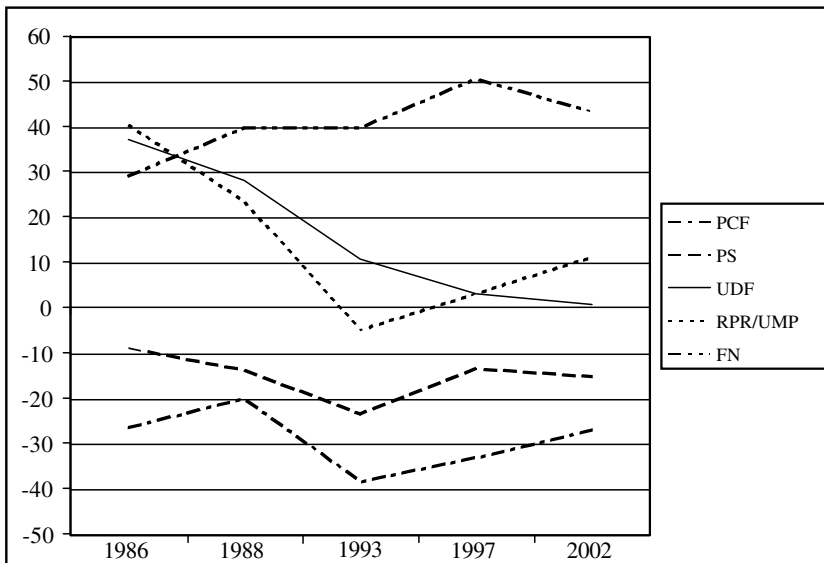
1. Pour ces données et les suivantes, source : PEF, 2002.

2. Le positionnement idéologique de l'UDF a été interprété, en effet, de multiples manières (l'UDF se retrouvant alternativement classée comme parti démocrate-chrétien, libéral, conservateur, ou encore modéré) en raison de la diversité historique de ses composantes internes. Cf. Alexis Massart, *L'Union pour la démocratie française*, Paris, L'Harmattan, 1999.

CENTRISME ET PRÉSIDENTIALISATION

Le centrisme ne correspond pas ici avant tout à une question de programme politique. De ce point de vue, d'ailleurs, l'UDF se caractérise par une constance certaine, depuis sa fondation en 1978, en raison de son attachement à la triple inspiration libérale, sociale et européenne. Si ces notions étaient regroupées pour former le premier slogan de l'UDF, elles apparaissent encore au cœur de son programme régional en 2004. Il faut reconnaître, néanmoins, une certaine évolution de l'UDF dans son positionnement entre gauche et droite. Une analyse des programmes, menée suivant une analyse thématique des programmes des partis ¹, montre en effet que l'UDF se rapproche du centre de la dimension gauche-droite, arrivant même pratiquement à une position centrale en 2002 (graphique 2). Le programme politique de l'UDF enregistre donc un recentrage certain, mais finalement assez parallèle à celui du RPR (plus à gauche d'ailleurs que l'UDF sur la majorité de la période considérée).

Graphique 2. Évolution des positions des partis français sur la dimension gauche-droite



Source : CMR corrigé et mis à jour

Dans une définition classique, le terme de stratégie centriste est compris ici comme un refus de la logique majoritaire et bipolaire ². Dans le cas de l'UDF, cette stratégie peut être néanmoins considérée comme partielle, ou inaboutie, au sens où elle ne concerne que la rhétorique utilisée par le parti et non un ensemble de comporte-

1. Méthode mise au point par le *Comparative Manifesto Research Group*. Cf. Ian Budge, Hans-Dieter Klingemann, Andrea Volkens, Judith Bara, Eric Tanenbaum (eds), *Mapping Policy Preferences*, Oxford, Oxford University Press, 2001. Les données utilisées ici sont principalement tirées de la base de données mise au point par ce groupe de travail, mais accessoirement corrigées et mises à jour par nos soins.

2. Cf. Hans Daadler, « In Search of the Center of European Party Systems », *American Political Science Review*, 78 (1), 1984, p. 92-109.

ments des membres du parti. En effet, si l'UDF a utilisé sa position de pivot entre droite et gauche en 1999 pour faire élire Anne-Marie Comparini à la tête de la région Rhône-Alpes, cette situation ne s'est, jusqu'à présent, jamais reproduite. Le contexte, faut-il le rappeler, avait alors joué un rôle déterminant. Cette élection suivait l'invalidation de l'élection de Charles Millon à cette présidence, grâce, à l'époque, aux voix du Front national¹. La situation de l'UDF aujourd'hui ne correspond donc pas à celle que pouvait avoir une partie du CDS en 1988, quand le groupe UDC avait été créé à l'Assemblée nationale, dans une perspective d'ouverture vers le gouvernement de gauche².

Le centrisme de l'UDF est donc avant tout lié à un style politique adopté par ce parti et dont la campagne pour les élections 2004 a pu donner une bonne illustration. Lors du débat sur la motion de censure déposée par des députés socialistes contre le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin quelques semaines avant ces scrutins, François Bayrou a pu ainsi s'illustrer par la véhémence de ses critiques contre la majorité au pouvoir. Stigmatisant la « faute du gouvernement » sur de multiples sujets, le président de l'UDF pouvait ainsi affirmer plus largement que « le gouvernement, jusqu'à présent, n'a pas réalisé l'équilibre entre réforme, justice et lisibilité ». Dans le même temps, l'UDF se refusait néanmoins à voter la censure de ce gouvernement. Cette rhétorique centriste utilisée par l'UDF, plaçant ce parti seul dans la recherche de l'intérêt général parce qu'il est au-dessus des clivages partisans, peut être considérée, sous certains aspects, comme s'apparentant à des formes d'expression contemporaine du populisme, dont l'une des caractéristiques serait la dénonciation systématique des partis établis³. La dénonciation de l'UMP sous les termes de parti unique peut apparaître de ce point de vue comme symptomatique.

L'adoption d'une stratégie centriste par l'UDF découle, en grande partie, d'une transformation profonde de sa *raison d'être*, ou, en d'autres termes, de son objectif. D'un parti de cadres classique, organisé avant tout comme une fédération d'élus, l'UDF s'est transformée progressivement en parti principalement tourné en direction de l'échéance présidentielle. Cette transformation est en réalité progressive durant les années 1990, mais s'accélère à deux reprises lors de défections massives, avec la scission d'Alain Madelin et Démocratie libérale en 1998 et avec la création de l'UMP en 2002⁴. Ces différents changements sont, bien évidemment, étroitement reliés les uns aux autres puisque le changement d'objectif du parti crée les tensions qui favorisent les défections et, réciproquement, les défections particulièrement massives mettent encore plus en avant l'objectif présidentiel parce que le réseau d'élus locaux est très affaibli. Les élections locales 2004 témoignent particulièrement de cette dynamique. En effet, alors que l'UDF s'attache à être représentée dans l'ensemble des scrutins régionaux qui ont la plus forte visibilité nationale, le nombre de ses candidats aux élec-

1. Cf. Richard Balme, Olivier Rozenberg, « Les logiques composites de la crise politique de 1998 », dans Bernard Jouve, Vincent Spenlehauer, Philippe Warin (dir.), *La région, laboratoire politique*, Paris, La Découverte, 2000 (Recherches), p. 155-173.

2. Cf. Alistair Cole, « The Return of the Orleanist Right », dans Alistair Cole (ed.), *French Political Parties in Transition*, Aldershot, Dartmouth, 1990, p. 106-139. L'essai « d'ouverture » n'avait néanmoins pas conduit à une participation institutionnalisée du groupe UDC au gouvernement. On notera par ailleurs que le groupe UDF aujourd'hui n'est que très marginalement constitué par les membres du groupe UDC d'alors, ses deux principaux animateurs – A. Méhaignerie et J. Barrot – ayant même rejoint l'UMP en 2002.

3. Cf. Richard Katz, Peter Mair, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy », *Party Politics*, 1 (1), 1995, p. 5-28, et en particulier p. 24.

4. Cf. Nicolas Sauger, thèse citée.

tions cantonales est particulièrement faible. L'existence d'un double circuit de représentation, au cœur du dispositif institutionnel de la Cinquième République d'après 1962 ¹, semble donc bien poser des problèmes difficiles à résoudre, pour les partis de droite tout du moins. La centralisation du parti autour d'un candidat à l'élection présidentielle et l'existence d'un réseau d'élus locaux essentiels à la logique territorialisée des élections législatives semblent, pour l'UDF comme pour l'UMP d'ailleurs, assez largement antithétiques. Si l'UDF a dû se démunir d'une grande part de son réseau d'élus locaux pour parvenir enfin à investir sans heurts un candidat à l'élection présidentielle en 2002, l'UMP, caractérisée par la force du nombre de ses représentants sur le terrain, ne s'est toujours pas autorisée à examiner les modalités de désignation de son futur candidat à l'élection présidentielle.

UN IMPOSSIBLE CENTRISME ?

Il y a quinze ans, Colette Ysmal soulevait la question de l'impossibilité d'un centrisme français, sous la Cinquième République ². Sans prétendre apporter une réponse définitive à une question trop souvent posée pour pouvoir être aisément résolue, plusieurs des difficultés rencontrées par l'UDF lors de ces élections locales 2004 peuvent être soulignées à titre d'explication. Ces obstacles se révèlent être d'abord de nature institutionnelle. Le double changement de mode de scrutin adopté pour les élections régionales et européennes limite en effet les possibilités d'une expression nationale du corps électoral suivant un scrutin proportionnel, du fait de l'introduction d'un second tour, pour les élections régionales, et du découpage de l'élection européenne entre huit grandes circonscriptions nationales. Plus largement, la logique imposée par les institutions rend particulièrement difficile l'adoption d'une stratégie qui se traduirait par le franchissement répété du clivage entre gauche et droite par un parti situé en position de pivot. Cela est d'ailleurs très perceptible au travers du comportement de l'UDF. Si son groupe parlementaire, dans une logique centriste, vote à sept reprises entre 2002 et 2004 contre un projet de loi du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, l'UDF ne s'oppose jamais frontalement à la logique majoritaire dans les moments jugés importants (question de confiance, motion de censure). D'autre part, et c'est la question que nous souhaiterions développer ici, l'existence d'un parti de taille modeste, à l'image de l'UDF, suppose une attitude conciliante de la part des partis dominants à son égard dans l'accession aux positions de pouvoir. De ce point de vue, une question se pose dans le cadre des élections régionales 2004 : dans quelle mesure l'existence de listes autonomes de l'UDF a-t-elle permis à la droite modérée d'améliorer son score ? On peut effectivement supposer que c'est par la démonstration de son efficacité électorale que l'UDF est le mieux à même de s'imposer à son partenaire et rival UMP.

La présence de listes d'union de la droite dans un certain nombre de départements (27) ³ permet de comparer aisément la situation des départements où la droite était unie dès le premier tour à celle des départements où une liste UDF autonome se présentait. Cela permet d'analyser l'effet électoral de la présence de listes UDF sans avoir

1. Jean-Marie Donégani, Marc Sadoun, *La Cinquième République*, Paris, Calmann-Lévy/Gallimard, 1998.

2. Colette Ysmal, « L'impossible centrisme », *Politique aujourd'hui*, janvier 1989, p. 84-96.

3. Nous utilisons ici l'échelon départemental, même si la circonscription électorale se situe au niveau régional, afin d'affiner les analyses.

recourir à des analyses statistiques complexes. Les tableaux 4 et 5 proposent ainsi de comparer l'effet de la présence de listes UDF autonomes suivant deux indicateurs : le score de la droite modérée au premier tour et l'évolution du score de la droite modérée entre les deux tours. Ces tableaux permettent plusieurs observations. Tout d'abord, la présence de listes UDF autonomes s'est accompagnée, en moyenne, de scores plus élevés pour la droite modérée. Cet effet s'est exercé au détriment du score du Front national, au premier tour (seule autre différence significative qui peut être associée à la différence des scores de la droite). Ensuite, si l'on raisonne en termes de rapport aux électeurs inscrits, l'évolution du score de la droite modérée est moindre là où l'UDF présentait des listes autonomes, alors que la dynamique des listes de gauche y est supérieure.

Tableau 4. Moyennes comparées des scores de la droite modérée au premier tour des élections régionales 2004 suivant la présence ou l'absence de listes autonomes de l'UDF

	<i>Score de la droite modérée en 2004</i>	<i>Taux de participation en 2004</i>	<i>Score de la droite modérée au premier tour de l'élection présidentielle 2002</i>	<i>Score du Front national en 2004</i>
Départements d'union de la droite	31,7 % s.e.	59,4 %	31,3 % s.e.	17 % s.e.
Départements avec liste UDF autonome	35 % s.e.	60 %	31,3 % s.e.	14,1 % s.e.

Tableau 5. Moyennes comparées de la dynamique du score de la droite modérée du premier tour au second tour des élections régionales 2004 suivant la présence ou l'absence de listes autonomes de l'UDF (différences des scores rapportés aux inscrits)

	<i>Évolution de la droite modérée</i>	<i>Évolution de la gauche</i>	<i>Évolution du Front national</i>
Départements d'union de la droite	+ 5,8	+ 6,9	- 0,5
Départements avec liste UDF autonome	+ 2,3	+ 8,7	+ 0,1

Ces différents résultats confirment largement le fait que les scores des listes UDF appartiennent bien au spectre de la droite modérée. Il ne faudrait pas conclure trop rapidement, également, que l'électorat des listes UDF est composé de manière significative d'électeurs potentiels du Front national, une partie de ces électeurs se reportant ensuite au deuxième tour vers les listes du Parti socialiste. Les transferts sont probablement beaucoup plus complexes et il est difficile, à ce stade, de préciser la signification exacte du tableau 4 à ce niveau. En revanche, il apparaît clairement que la présence de listes UDF n'affecte pas, ou de manière très marginale, le score des listes de la droite modérée au second tour, les gains enregistrés au premier tour étant compensés par une évolution plus faible entre les deux tours. L'UDF ne semble donc pas représenter un partenaire particulièrement efficace électoralement pour l'UMP. Son poids électoral, lors des élections régionales, a néanmoins constitué ce parti en allié nécessaire dans la perspective d'une victoire électorale recherchée. Mais ce caractère peut paraître à certains égards conjoncturel. Et il est marquant, par exemple, que les reports

de voix ne semblent pas être significativement moins bons dans les régions où il n'y a pas eu de fusion des listes au lendemain du premier tour que dans les autres.

**

Si les élections locales 2004 doivent être considérées comme un succès pour l'UDF, c'est que, paradoxalement, ce parti a vu sa position radicalement changer dans l'espace politique français. Du statut de membre de la « quadrille bipolaire », l'UDF est aujourd'hui confinée à un rôle de premier tour lors des élections, en dehors donc de la logique d'attribution du pouvoir. Ces élections locales de 2004 permettent ainsi de mettre au jour un certain nombre de difficultés structurelles que rencontre ce parti pour affirmer sa place dans l'espace politique français. De ce point de vue, l'UDF apparaît toujours comme un parti en sursis, dont l'avenir semble aujourd'hui dépendre surtout d'une attitude conciliante de l'UMP. Cette option, semble-t-il, est néanmoins aujourd'hui renforcée par l'ampleur de la défaite électorale et par les probables difficultés internes du parti du président. La double échéance de l'élection du nouveau président de ce parti, à l'automne 2004, et de la future désignation de son candidat à l'élection présidentielle apparaît être, en effet, difficilement négociée. La cohésion de l'UDF autour de François Bayrou, si elle persiste, peut être considérée, dans cette perspective, comme l'un des atouts majeurs de ce parti pour assurer son renouveau. En effet, si la structure du système partisan français est aujourd'hui organisée autour de deux partis dominants, la domination du PS et de l'UMP apparaît, aujourd'hui, présenter de grandes fragilités. La compétition politique reste fondamentalement multipartite en France, malgré les transformations profondes des partis français ces dernières années.

Nicolas Sauger est chargé de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof, Fondation nationale des sciences politiques/CNRS). Il a récemment soutenu sa thèse « Les scissions de l'UDF (1994-1999) : unité et dissociation des partis, mécanismes de transformation de l'offre partisane », à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est l'auteur notamment de « Entre crises et recomposition : les droites en France au tournant du siècle », dans P. Delwit (dir.), *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe : une nouvelle convergence ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 185-202 ; (avec F. Haegel, C. Pütz) « La démocratie dans et par les partis : l'exemple de l'UDF et du RPR », dans P. Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2003, p. 175-198 ; « The UDF in the 1990s : the Break-Up of a Party Confederation », dans J. Evans (ed.), *The French Party System*, Manchester, Manchester University Press, 2003, p. 107-120 ; « Première approche des pratiques virtuelles des partis politiques français », dans V. Serfaty (dir.), *L'Internet en politique des États-Unis à l'Europe*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2002, p. 179-195. Il a publié récemment « Reaggregating Interests ? How the Break-Up of the Union for French Democracy Has Changed the Response of the French Moderate Right », dans K. Lawson, T. Poguntke (eds), *How Parties Respond*, Londres, Palgrave, à paraître en 2004. Ses recherches actuelles portent notamment sur les transformations des systèmes partisans européens, ainsi que sur les modes de scrutin (Cevipof, 10 rue de la Chaise, 75007 Paris <nicolas.sauger@sciences-po.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

ENTRE SURVIE, IMPASSE ET RENOUVEAU : LES DIFFICULTÉS PERSISTANTES DU CENTRISME FRANÇAIS

Représentant l'un des animateurs les plus actifs de la campagne du premier tour des élections locales 2004 en France, l'UDF a vu progressivement son rôle s'effacer lors de ces élections. Si celles-ci doivent néanmoins être considérées comme un succès pour l'UDF, c'est que le statut de ce parti sur la scène politique française a profondément changé en l'espace de quelques années. De membre de la « quadrille bipolaire » dominant la vie politique, notamment au cours des années 1980, l'UDF est devenu un petit parti qui ne lutte plus qu'indirectement dans la compétition pour le pouvoir et qui rencontre des difficultés liées à l'adoption d'une stratégie centriste. En examinant la situation de l'UDF, cet article propose également une analyse plus globale du système partisan français. Le caractère fondamentalement multipartite de la compétition politique en France est ainsi souligné, malgré la domination effective des deux principaux partis.

SURVIVAL, DEAD END, RENEWAL ? THE DIFFICULTIES OF FRENCH POLITICAL CENTRISM

Although a most active protagonist in the first round of the 2004 French local elections, UDF saw its influence steadily fade. Obviously, this political party successfully came out of the elections, but only because its status on the French political scene underwent changes over the last few years : it moved from the status of member of the politically dominant "bipolar quadrille" – particularly in the 1980s – to the one of a minor party engaged in the competition for command facing the difficulties related to a centrist strategy. This article draws on the actual status of the UDF to analyse the more global French partisan system. The author emphasises the characteristics of French political competition, fundamentally multipartite, in spite of the effective predominance of two main parties.